

Maurice Cury

## **Pour un nouveau Front populaire**

Les manifestations liées au rejet du C.P.E. par la jeunesse et les travailleurs dépassent l'objet même qui les a provoquées. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ce n'était pas une précarité en plus, c'était la précarité de trop.

Nous assistons à une double crise. Celle apportée par le capitalisme mondialisé dont les thuriféraires prétendent que c'est le seul possible pour aujourd'hui et jusqu'à la fin des temps. Sous les prétextes fallacieux de modernisme, de mobilité, de changement, ils justifient la remise en cause de tous les acquis sociaux obtenus au cours de plus d'un siècle de luttes ouvrières et le démembrement du code du travail.

Bien qu'ils ne l'avouent pas, aligner les conditions des travailleurs français et européens sur celles des travailleurs du tiers monde est leur rêve secret. Ils le laissent pourtant entendre lorsqu'ils parlent des impératifs de la concurrence et des mesures de restructuration et de « flexibilité » pour y faire face.

Le deuxième versant de la crise est politique. Le pouvoir en place ne représente qu'une faible minorité qui s'est discréditée au fil des ans et un parti unique qui s'est emparé du pouvoir. Cela tient à plusieurs facteurs.

D'abord le mode de scrutin inique qui donne une majorité souvent écrasante à la plus forte minorité en interdisant toute représentation aux partis porteurs d'un véritable changement démocratique.

Ensuite, l'élection du président de la république au suffrage universel qui, sous prétexte de démocratie, nie la véritable démocratie en personnalisant le pouvoir et fait du champ politique un enjeu d'ambitions et une joute de rivalités personnelles.

Ensuite l'accaparement par le parti présidentiel du pouvoir véritable au détriment de la légitime représentation nationale et du gouvernement lui-même et, comme nous le voyons aujourd'hui, pour servir les ambitions présidentielles de son candidat auto désigné.

Les dernières élections régionales et européennes ont montré le peu de représentativité et de crédibilité qui reste à la majorité en place, ce qui pourtant ne nous met pas à l'abri, par le biais de l'élection présidentielle, de son maintien au pouvoir.

Le changement démocratique vers un dépassement du capitalisme doit se faire à l'échelle de l'Europe et à celle de la planète. La phrase Prolétaires de tous les pays, unissez-vous exprime plus que jamais une impérative nécessité.

Pour ce qui concerne la France, il est évident que la constitution de la Ve République a vécu, qu'il est temps d'en changer et d'adopter un système de représentativité équitable qui donne la parole au peuple et un véritable pouvoir législatif à l'assemblée afin qu'elle ne soit pas, comme aujourd'hui, qu'une chambre d'enregistrement.

Une nationalisation ou une renationalisation du crédit est avant tout nécessaire pour permettre à l'État d'orienter les investissements dans des secteurs et des travaux profitables au plus grand nombre (santé, éducation, culture, logement sociale, énergie, transports, etc.), à condition bien sûr de ne pas laisser leurs dirigeants sans contrôle ni responsabilité se conduire

comme de chevaliers d'industrie dans des spéculations hasardeuses et ruineuses pour le contribuable comme nous l'avons vu avec le Crédit lyonnais. Les secteurs évoqués plus haut : santé, éducation, habitat, énergie, transports, mais d'autres également de consommation de masse, ne devraient pas pouvoir faire l'objet d'opérations spéculatives et d'accumulation capitaliste mais être étroitement orientés et contrôlés par l'État pour que ses responsables agissent dans l'intérêt général et non pour l'enrichissement des actionnaires. Il est essentiel aussi que le fonctionnement et les investissements des entreprises soient contrôlés par leurs employés.

Enfin, une impérieuse nécessité est de lutter par des mesures drastiques contre les absorptions de sociétés à coût de milliards par des groupes états-uniens ou mondialisés qui gonflent monstrueusement et dont la trésorerie et le pouvoir dépasse celui des États, prescrivant à ceux-ci leurs dictats, il est indispensable de combattre par des impositions appropriées l'enrichissement de quelques-uns au détriment de tous. Nous voyons une accumulation colossale de capitaux entre quelques mains, capitaux qui ne servent plus, par des placements boursiers et d'autres opérations souvent occultent, qu'à engendrer de nouveaux profits et accélérer une accumulation devenue pléthorique, confisquée par quelques nababs et quelques multinationales aux besoins légitimes des peuples de la terre.

Enfin, lutter contre l'idéologie individualiste du chacun pour soi, de la loi du plus fort, de la loi de la concurrence où il ne s'agit plus de prospérer auprès des autres mais contre les autres en s'efforçant de les abattre, idéologie libérale qui se propage à tous les échelons de la société. Le front populaire a existé, il peut renaître, nous le voyons dans les manifestations unitaires d'aujourd'hui, il a apporté des améliorations dans les conditions de vie de la classe ouvrière mais nous souhaitons, s'il peut renaître, qu'il ne s'arrête pas cette fois en chemin, car les désillusions désarment le peuple pour longtemps.

Une vie après le capitalisme est non seulement possible mais nécessaire et inéluctable pour la survie de la planète car les vues spéculatives à court terme du capitalisme amènent à un aveuglement total envers une pollution bientôt irréversible. Une production et une consommation maîtrisées sont nécessaires, orientées vers les besoins de tous et non vers le consumérisme des seuls consommateurs solvables.

Enfin ce libéralisme mondialisé qu'on nous vante comme le fin du fin et la fin de tout amène aujourd'hui, ce qui s'était rarement vu dans l'histoire sinon dans des périodes de guerre, à une régression sociale, un chômage de masse et un précarisation des travailleurs « jetables ». Plus il nous lance contre le mur, plus il précipite la course ; c'est peut-être ce qui précipitera sa déchéance car il arrive un moment où trop c'est trop.

La lutte certes sera longue et difficile devant des forces aussi puissantes, tenant souvent les rênes politiques des États par le biais de leurs dociles affidés au pouvoir, mais le pouvoir des peuples, s'ils se groupent et se lèvent et prennent conscience de leur force et de la légitimité de leur combat, est immense et peut soulever la montagne du capitalisme et la jeter à bas.

Maurice Cury